« UNE MOSAÏQUE NATIONALE HARMONIEUSE » ? LE DÉBAT SUR LE MULTICULTURALISME DANS LES ANNÉES 1950 ET 1960

LEE BLANDING

Lee Blanding est un enseignant au Collège Columbia (Vancouver, C.-B.).

Alors que nous célébrons le 50e anniversaire de la politique du multiculturalisme au Canada, il n'est pas surprenant que nous posions la question suivante : « D'où vient le *multiculturalisme* ? » Cependant, un lecteur non spécialisé pourrait être surpris par l'abondance des recherches historiques menées au cours des 15 dernières années pour tenter de répondre à cette question. Une nouvelle génération de chercheurs a commencé à approfondir notre compréhension des « réponses » classiques et à créer de nouveaux cadres d'interprétation de la montée du multiculturalisme.

Il est maintenant bien établi dans la littérature historique que les idées de « pluralisme culturel » et de « mosaïque » existaient au Canada bien avant les années 1960[1]. Avant la Seconde Guerre mondiale, certains membres de communautés ethniques minoritaires ont commencé à développer une compréhension du Canada qui mettait l'accent sur la valeur positive de la diversité ethnoculturelle ; ils ont fait valoir que l'identité du Canada était en voie d'être construite par les communautés « immigrantes », et non seulement par les « peuples fondateurs » anglais et français. Ils étaient soutenus dans leurs efforts par une poignée d'intellectuels, de promoteurs de festivals folkloriques et de fonctionnaires comme le gouverneur général Lord Tweedsmuir qui, en 1936, déclare à un rassemblement de Canadiens d'origine ukrainienne : « Vous serez tous

1 Peter Henshaw, « John Buchan and the British Imperial Origins of Canadian Multiculturalism », dans *Canadas of the Mind : The Making and Unmaking of Canadian Nationalisms in the Twentieth Century*, ed. Norman Hillmer et Adam Chapnick (Montréal et Kingston : McGill-Queen's University Press, 2007), 191-213 ; Donald Ipperciel, « Britannicité et multiculturalisme canadien », *Revue internationale d'études canadiennes* 45-46 (2012) : 277-306 ; Daniel R. Meister, « 'Anglo-Canadian Futurities' : Watson Kirkconnell, scientific racism, and cultural pluralism in interwar Canada », Settler Colonial Studies 10, no 2 (2020) : 234–256 ; chapter 2 de Aya Fujiwara, *Ethnic Elites and Canadian Identity : Japanese, Ukrainians, and Scots, 1919–1971* (Winnipeg : University of Manitoba Press, 2012). Le prochain livre de Meister (2021) promet de fournir une contribution opportune et une recontextualisation de cette période.

de meilleurs Canadiens parce que vous êtes aussi de bons Ukrainiens.[2] » Ce genre de propos est apparu à une époque où l'identité « britannique » était encore au cœur de la pensée nationaliste canadienne-anglaise, et celui-ci n'a donc jamais été dominant. Cependant, de nouvelles notions de « canadianisme » ont pris de l'ampleur au fur et à mesure que la « britannicité » et le nationalisme canadien-anglais amorçaient leur lent déclin[3].

Toutefois, en grande partie, la nouvelle littérature sur l'histoire du multiculturalisme traite de la période allant des années 1940 aux années 1960, lorsque les institutions publiques et les attitudes ont commencé à évoluer lentement vers une compréhension plus inclusive de ce qui constituait un « Canadien ». Franca Iacovetta soutient que les « sentinelles » au sein de la Direction fédérale de la citoyenneté et des sociétés d'aide aux immigrants ont développé une compréhension du « pluralisme culturel » au début de la guerre froide, qui était autant imprégnée d'anticommunisme et d'un désir « d'intégrer » les minorités ethnoculturelles dans la vie courante canadienne que de célébrer leurs cultures. Iacovetta écrit : « Dans la pression pour que les nouveaux arrivants se conforment aux « coutumes canadiennes »– qui reflétaient généralement les idéaux de la classe moyenne anglo-canadienne – l'accent était mis sur tous les aspects de la vie, des coutumes alimentaires et des méthodes d'éducation des enfants ou du mariage et de la dynamique familiale, à la démocratie participative et au militantisme anticommuniste.[4] »

À quel moment les Canadiens ont-ils commencé à utiliser le mot « multiculturalisme » ? Bien que le mot soit entré dans l'usage populaire au cours des audiences de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme (1963-1970), un discours multiculturaliste animé a été tenu entre le début des années 1950 et le début des années 1960 par un groupe de leaders communautaires ethnoculturels, de journalistes et de fonctionnaires bien branchés. Dans une série d'articles publiés dans le *Jewish Western Bulletin*, le rédacteur en chef A. J. Arnold a fait valoir qu'un nouveau type de « modèle » culturel était en voie d'émergence au Canada : « L'idée d'une mosaïque culturelle ou d'un modèle multiculturel n'est pas qu'un tas de beaux mots accrochés ensemble. C'est peut-être la théorie

2 Peter Henshaw, « John Buchan and the British Imperial Origins of Canadian Multiculturalism », 205. Voir aussi : Amy Shaw and Andrew Smith, « Lady Aberdeen and the British origins of multiculturalism in Canada », *British Journal of Canadian Studies* 32, no. 1–2 (2019-20) : 3–22.

3 Chris Dummitt suggère que le « canadianisme britannique » et le « nationalisme civique inclusif » étaient considérés comme compatibles, du moins dans certains cercles intellectuels ; Chris Dummitt, « Je me souviens Too : Eugene Forsey and the Inclusiveness of the 1950s' British Canadianism », *Canadian Historical Review* 100, no. 3 (septembre 2019) : 396. Voir notamment : Phillip Buckner, ed. *Canada and the End of Empire* (Vancouver : UBC Press, 2005) ; José Igartua, *The Other Quiet Revolution : National Identities in English Canada*, 1945-71 (Vancouver : UBC Press, 2006) ; C.P. Champion, *The Strange Demise of British Canada : The Liberals and Canadian Nationalism, 1964–1968* (Montréal et Kingston : McGill-Queen's University Press, 2010).

4 Franca Iacovetta, *Gatekeepers : Reshaping Immigrant Lives in Postwar Canada* (Toronto : Between the Lines, 2006), 11 ; Jatinder Mann, « The introduction of multiculturalism in Canada and Australia, 1960s-1970s », *Nations and Nationalism* 18, no. 3 (2012) : 489. Voir aussi : Lee Blanding, « Rebranding Canada : The Origins of Canadian Multiculturalism Policy, 1945-1974 » (PhD thesis, University of Victoria, 2013) ; John S. Jaworsky, « A Case Study of the Canadian Federal Government's Multiculturalism Policy » (MA thesis, Carleton University, 1979) ; Jatinder Mann, *The Search for a New National Identity : The Rise of Multiculturalism in Canada and Australia, 1890s-1970s* (New York : Peter Lang, 2016).

la plus éclairée de notre époque dans le domaine du développement interculturel.[5] » Le sénateur ukrainien canadien William Wall a déclaré devant un auditoire en 1957 que « le Canada est un État démocratique multiethnique, multireligieux et multiculturel… qui doit se fusionner et s'intégrer progressivement dans une mosaïque nationale harmonieuse… »[6]. En février 1962, Violet King, qui a été la première femme noire à pratiquer le droit au Canada, a qualifié le Canada de « société multiculturelle » dans un discours prononcé à Barrie, en Ontario, et un mois plus tard, la Fédération de la presse ethnique du Canada a déclaré : « Le Canada est multiculturel, une unité dans la variété, qui servira à enrichir notre identité canadienne distinctive.[7] »

Cette vision multiculturaliste du Canada sera remise en question par la nomination par le gouvernement Pearson de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme (RCBB) en 1963. Formée en réponse au mouvement néonationaliste croissant au Québec, la Commission est chargée de :

> *…faire enquête et rapport sur l'état présent du bilinguisme et du biculturalisme au Canada et recommander les mesures à prendre pour que la Confédération canadienne se développe d'après le principe de l'égalité entre les deux peuples qui l'ont fondée, compte tenu de l'apport des autres groupes ethniques à l'enrichissement culturel du Canada, ainsi que les mesures à prendre pour sauvegarder cet apport.*[8]

La réaction des dirigeants des communautés ethniques minoritaires, au premier rang desquelles figurent les Ukrainiens-Canadiens, ne se fait pas attendre. Au cours des audiences préliminaires de la Commission, ils ont été nombreux à insister sur le fait que le gouvernement Pearson avait fondamentalement mal compris la nature du projet national canadien. Ils s'opposent vigoureusement aux notions de « deux races fondatrices », de « partenariat égal », d'« autres groupes ethniques » et de « biculturalisme ». Bien que de nombreux intervenants reconnaissent l'importance de la position historique, sociologique et politique des Canadiens français (le « fait français »), l'idée que le Canada est « biculturel » est considérée comme « … une description inadéquate de la situation qui existe ou qui devrait exister au Canada. Le multiculturalisme est nécessaire[9] ».

Au fond, ce petit (mais bruyant) mouvement proposait un nouveau récit sur le Canada qui s'appuyait sur les discussions de la décennie précédente ;

5 « The Governor General's medal », *Jewish Western Bulletin* 17 May 1957, 2. Voir aussi : A.J. Arnold, « What course for Jewish ideals and culture », Jewish Western Bulletin, 13 April 1956, 2 ; A.J. Arnold, « Jewish history is part of Canadian history », Jewish Western Bulletin, 29 June 1956, 2 ; A.J. Arnold, « For a wider Jewish Horizon in Canada », *Jewish Western Bulletin*, 10 octobre 1958, 5.

6 « Panel on Canadian heritage », *Jewish Western Bulletin*, 13 décembre 1957, 3. Voir aussi : « Vanier Given Scroll by Jewish Congress », *Globe and Mail*, 14 octobre 1959, 3.

7 « Canadians Lead "Insulated Lives" », *The Barrie Examiner*, 23 February 1962, 3 ; LAC, Canada Ethnic Press Federation fonds, MG28 V95, vol. 1, Minutes of Conventions of the CEPF, 1962-1972, Abridged Minutes of the Biennial Convention of the Canada Ethnic Press Federation held at the Royal Alexandra Hotel in Winnipeg, 30 et 31 mars, 1962, 1.

8 *Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme*, Rapport préliminaire de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme (Ottawa: Imprimeur de la Reine, 1965), 143.

9 « Semantic Jungles ? 'Biculturalism' As Term Questioned », *The Gazette* (Montreal), 8 novembre 1963, 1.

la Commission royale a simplement mis ce récit sous les projecteurs. L'une des expressions les plus claires de la position multiculturaliste est venue d'un porte-parole de l'*Ukrainian Professional and Businessmen's Club* :

> *Les citoyens canadiens d'origine ukrainienne ont le sentiment d'appartenir eux aussi à une race fondatrice […] Nos ancêtres ne se sont pas installés dans une prairie soigneusement labourée, mais ont défriché l'arrière-pays. C'est en grande partie grâce à leurs efforts et à ceux d'autres Canadiens que la nature sauvage canadienne s'est transformée en grenier à blé du monde entier*[10].

Bien que la Commission royale sur le bilinguisme et le biculturalisme ait reconnu la diversité ethnique du Canada, elle a finalement défendu le récit biculturaliste de l'histoire et de la nation canadiennes[11]. Ce que les commissaires entendaient par « biculturalisme » ne concernait pas les arts visuels, la cuisine ou la danse, mais le pouvoir sociologique et politique historiquement enraciné des deux cultures sociétales dominantes[12]. Bien que le mouvement multiculturel ait maintenu la pression sur la Commission et le gouvernement fédéral tout au long des années 1960, il n'a pas réussi à modifier l'orientation biculturaliste des rapports finaux de la Commission.

C'est aux recommandations de la Commission concernant les « autres groupes ethniques » que répond le premier ministre Pierre Elliott Trudeau lorsqu'il prend la parole à la Chambre des communes le 8 octobre 1971 pour proclamer la politique de « multiculturalisme dans un cadre bilingue » de son gouvernement. Comment son gouvernement en est-il arrivé à ce moment ? Trudeau était bien conscient du mouvement multiculturel et de l'insistance de certains sur le fait que les communautés ethniques minoritaires avaient besoin de bien plus qu'une simple reconnaissance : elles avaient besoin de fonds pour maintenir les écoles et les programmes de langue minoritaire et pour assurer une transmission culturelle aux générations futures. Mais cette idée est contraire à la conception que Trudeau se fait du Canada ; sa vision est celle d'un pays bilingue français-anglais, mais non binational, associé à des droits et libertés individuels – ce qu'il appelle la « société juste »[13].

En même temps, le gouvernement Trudeau tient

10 Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, Transcriptions des audiences, Audience préliminaire, Ottawa, 7-8 novembre 1963, 219-220. Le professeur d'histoire de l'Université du Manitoba, Paul Yuzyk, est devenu le plus ardent défenseur du multiculturalisme au plus fort des travaux de la Commission royale. Le premier discours de Yuzyk au Sénat est souvent cité à tort comme la première articulation publique du multiculturalisme, alors qu'il parlait déjà de ce sujet au début de 1963. En mars 1963, il déclare au Ukrainian Business and Professional Men's Club de Toronto que « le Canada n'est pas un pays biculturel mais une nation multiculturelle « . Voir : « Yuzyk Queries Peace Record of Pearson », Globe and Mail, 21 mars 1963, 9.

11 L'analyse la plus complète de la langue utilisée par et pendant la Commission se trouve dans Eve Haque, *Multiculturalism within a Bilingual Framework : Language, Race, and Belonging in Canada* (Toronto : University of Toronto Press, 2012. Pour en savoir plus sur l'histoire intellectuelle de la Commission, voir : Valérie Lapointe-Gagnon, *Panser le Canada. Une histoire intellectuelle de la commission Laurendeau-Dunton*, Montréal, Les Éditions du Boréal, 2018 ; Robero Perin, « Un adversaire du bilinguisme officiel à la commission Laurendeau-Dunton « , *Bulletin d'histoire politique* 26, no 2 (hiver 2018) : 114-127.

12 J'emprunte ici au philosophe politique, Will Kymlicka.

13 Pour en savoir plus sur le manque d'intérêt personnel de Trudeau pour le multiculturalisme, voir : Manoly Lupul, *The Politics of Multiculturalism : A Ukrainian-Canadian Memoir* (Edmonton : Canadian Institute of Ukrainian Studies Press, 2005), 53-54.

« Le résultat de ces délibérations est une politique de multiculturalisme qui allie le désir du gouvernement de favoriser l'unité nationale, de combattre l'idée de « biculturalisme » si populaire chez les néonationalistes Québécois et de répondre aux demandes du mouvement multiculturel. »

à fournir aux Canadiens de nouveaux symboles nationaux « pour renforcer l'identité et l'unité canadiennes[14] ». En avril 1970, le gouvernement lance une série de consultations avec les parties intéressées, dont des organisations à l'avant-garde du mouvement multiculturel comme la Fédération de la presse ethnique du Canada et le Comité ukrainien canadien. Le résultat de ces délibérations est une politique de multiculturalisme qui allie le désir du gouvernement de favoriser l'unité nationale, de combattre l'idée de « biculturalisme » si populaire chez les néonationalistes québécois et de répondre aux demandes du mouvement multiculturel[15].

L'influence de ce mouvement sur l'esprit – sinon la teneur – de la politique finale est visible dans le fait que Trudeau a prononcé un discours devant le Congrès ukrainien canadien à Winnipeg le lendemain de l'annonce de la politique de multiculturalisme à la Chambre des communes[16]. Il a semblé, du moins publiquement, endosser le récit multiculturaliste de l'histoire canadienne :

> *Lorsque j'ai atterri à Winnipeg cet après-midi et que j'ai regardé les champs dorés et les boisés colorés, j'ai souhaité que les premiers colons aient pu voir le panorama de cette belle région depuis les airs. Et alors que nous descendions et que je pouvais distinguer les fermes soigneusement entretenues, les dépendances bien rangées, le réseau de routes, de chemins de fer et de lignes électriques qui relient ce vaste territoire, j'ai souhaité que ces premiers colons puissent revenir et voir comment leurs rêves se sont réalisés au centuple*[17].

Cinquante ans plus tard, bon nombre des rêves du mouvement multiculturel se sont également réalisés. Les activistes ont continué à travailler au niveau provincial – sans l'appui du gouvernement fédéral – à l'établissement d'un petit programme d'éducation bilingue ukrainien anglais en Alberta. On peut dire que la principale réussite est que le « multiculturalisme » est devenu plus qu'une simple politique – c'est maintenant une religion civile au Canada.

14 LAC, Privy Council Office fonds, RG 2, vol. 6365, file 440/70, Memorandum to the Cabinet, « Citizenship Policy and Legislation », 7 avril 1970, n.p.

15 Pour en savoir plus sur ces discussions au niveau du cabinet, consulter Varun Uberoi, « Do Policies of Multiculturalism Change National Identities ? » *Political Quarterly 79*, no. 3 (2008) : 404-417 ; Jatinder Mann, *The Search for a New National Identity : The Rise of Multiculturalism in Canada and Australia, 1890s-1970s* (New York : Peter Lang, 2016), 106-108.

16 Garth Stevenson, *Building Nations from Diversity : Canadian and American Experience Compared* (Montreal & Kingston : McGill-Queen's University Press, 2014), 220.

17 LAC, The Rt. Hon. Pierre Elliott Trudeau fonds, Secret Series 1968-1984, MG 26 O 11, vol. 66, file 66-3, « Prime Minister's Speeches 9/10/1971 – Ukrainian Congress, Winnipeg, drafts and memos », « Notes for remarks by the Prime Minister of Canada to the 10th Ukrainian Canadian Congress Winnipeg October 9, 1971 », appended note.

« Les peuples autochtones, à l'exception de quelques prises de paroles, ont été largement absents du débat sur le multiculturalisme des années 1960 et ont été initialement écartés des premières discussions politiques. »

Mais nous ne vivons pas à l'ère du « multiculturalisme » ; nous vivons à l'ère de la « réconciliation ». Les peuples autochtones, à l'exception de quelques prises de paroles, ont été largement absents du débat sur le multiculturalisme des années 1960 et ont été initialement écartés des premières discussions politiques[18]. En 1970, le même gouvernement qui a instauré le « multiculturalisme dans un cadre bilingue » leur a dit qu'ils devaient être des « Canadiens » au même titre que les autres. Il reste à voir si une politique forgée dans le creuset de la Révolution tranquille peut répondre aux exigences d'un pays qui n'a pas encore su intégrer un troisième et incontournable récit : le Canada en tant qu'État colonial.

18 Lee Blanding, « Rebranding Canada : The Origins of Canadian Multiculturalism Policy, 1945-1974 », 301-302.